JURALLIANCE

Siège social :
9 rue Chauvin
39000 ARBOIS

SIREN 812 297 364

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2021

AGM AUDIT LEGAL
3 avenue de Chalon
Bât. B Saint Marcel
71328 CHALON SUR SAONE CEDEX

REVISION & FINANCE-COGEFOR
103 avenue Eisenhower

39100 DOLE

AGM AUDIT LEGAL
3 avenue de Chalon
Bât. B Saint Marcel
71328 CHALON SUR SAONE CEDEX

REVISION & FINANCE-COGEFOR
103 avenue Eisenhower
39100 DOLE

ASSOCIATION JURALLIANCE

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2021

À l'assemblée générale de l'association **Juralliance**,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Juralliance relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Nous précisons que votre association n'étant pas tenue précédemment de désigner un commissaire aux comptes, les comptes de l'exercice précédent n'ont pas fait l'objet d'une certification.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Présentation des comptes

La note de l'annexe relative aux méthodes comptables et règles d'évaluation expose les dispositions particulières du plan comptable applicable aux associations du secteur médico-social.
Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié la correcte application de cette réglementation comptable.

Evaluation des titres de participation et des créances rattachées

Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2021 s'établit à 1 677 084 euros, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans l'annexe.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion,

la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint-Marcel et Dole, le 7 juin 2022

Les commissaires aux comptes

AGM AUDIT LEGAL

Céline BATAILLARD

Yves LLOBELL

REVISION & FINANCE - COGEFOR

Thomas MONNET

association Juralliance

ACCOMPAGNER, PROTÉGER, PRENDRE SOIN

Association Juralliance

Comptes annuels arrêtés au 31/12/2021

ACTIF	Exercice N 01/2021 - 12/2021			Exercice N-1
	BRUT	Amortissements et dépréciations	NET	01/2020 - 12/2020
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets, licences, marques, ...	106 796	91 372	15 423	24 154
Immobilisations corporelles				
Terrains	590 107	24 120	565 987	570 802
Constructions	5 988 086	2 657 442	3 330 643	3 628 820
Installations techniques, matériels et outillage	1 442 287	951 545	490 742	457 579
Autres immobilisations corporelles	3 332 732	2 334 558	998 174	1 140 233
Immobilisations corporelles en cours	267 039		267 039	153 915
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	2 340 825	129 485	2 211 340	2 340 825
Autres titres immobilisés	2 289		2 289	2 289
Prêts	7 280		7 280	29 134
Autres immobilisations financières	225 588		225 588	226 619
ACTIF IMMOBILISE - Total I	**14 303 031**	**6 188 524**	**8 114 507**	**8 574 370**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	122 167		122 167	142 045
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	4 080 166	2 266 492	1 813 674	664 242
Autres créances	2 106 162	32 888	2 073 274	1 442 580
Valeurs mobilières de placement	4 068 310		4 068 310	3 630 700
Disponibilités	8 879 284		8 879 284	8 475 288
Charges constatées d'avance	59 184		59 184	36 007
ACTIF CIRCULANT - Total III	**19 315 272**	**2 299 379**	**17 015 893**	**14 390 863**
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	**33 618 303**	**8 487 903**	**25 130 400**	**22 965 233**

PASSIF	Exercice N 01/2021 - 12/2021	Exercice N-1 01/2020 - 12/2020
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	147 159	147 159
Fonds propres complémentaires	2 896 510	2 896 510
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres complémentaires	247 738	247 738
Réserves		
Réserves pour projet de l'entité	11 897 382	10 821 115
dont réserves des activités en gestion propre	*7 510 657*	*7 042 235*
Autres réserves	180 717	180 717
Report à nouveau	-2 978 388	-2 021 263
dont report à nouveau activités en gestion propre	*235 402*	*307 211*
Excédent ou déficit de l'exercice	**-326 088**	**-126 381**
dont résultat activités en gestion propre	*60 260*	*457 414*
Situation nette (sous total)	**12 065 029**	**12 145 596**
Subventions d'investissement	248 620	303 841
Provisions réglementées	574 389	572 425
FONDS ASSOCIATIFS - Total I	**12 888 038**	**13 021 862**
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	1 483 490	925 274
FONDS REPORTES ET DEDIES - Total III	**1 483 490**	**925 274**
PROVISIONS		
Provisions pour risques	15 048	
Provisions pour charges	2 478 652	2 487 976
PROVISIONS - Total IV	**2 493 700**	**2 487 976**
DETTES		
Emprunts et dettes auprès établissement de crédit	2 490 212	1 502 909
Emprunts et dettes financières diverses	61 493	74 429
Avances et acomptes reçus sur commande	725 411	181
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 014 590	940 156
Dettes fiscales et sociales	2 977 932	2 988 706
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	938	155
Autres dettes	430 596	314 887
Produits constatés d'avance	564 000	708 697
DETTES - Total V	**8 265 172**	**6 530 121**
TOTAL GENERAL (I + II + III+ IV + V + VI)	**25 130 400**	**22 965 233**

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N 01/2021 - 12/2021	Exercice N-1 01/2020 - 12/2020
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	359 697,75	305 140,26
Ventes de prestations de services	2 208 126,72	1 852 330,50
dont parrainages	*120 512,62*	*98 214,35*
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	23 868 099,99	23 922 948,05
dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion controlées	*23 687 060,44*	*23 676 741,48*
Ressources liées à la générosité du public	40 442,69	352 919,74
Legs, donations et assurances-vie	*40 442,69*	*352 919,74*
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	378 970,26	371 639,56
Utilisations des fonds dédiés	39 128,77	222 720,10
Autres produits	2 491 195,21	2 502 418,78
Total I	**29 385 661,39**	**29 530 116,99**
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	31 390,01	36 780,09
Variation de stocks	3 258,62	-25 729,88
Achats de matières premières et autres approvisionnement	543 625,65	583 905,05
Variation de stocks	7 636,96	528,85
Autres achats et charges externes	6 251 505,82	5 674 934,45
Impôts, taxes et versements assimilés	1 483 024,43	1 500 997,63
Salaires et traitements	14 483 089,86	15 040 561,77
Charges Sociales	5 318 946,81	5 346 942,75
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	1 131 047,98	1 183 400,95
Reports en fonds dédiés	280 419,37	275 890,99
Autres charges	91 000,49	64 013,94
Total II	**29 624 946,00**	**29 682 226,59**
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**-239 284,61**	**-152 109,60**
PRODUITS FINANCIERS		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	163,89	327,80
Autres intérêts et produits assimilés	21 353,53	23 315,92
Total III	**21 517,42**	**23 643,72**
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements aux dépréciations et aux provisions	129 485,48	
Intérets et charges assimilées	59 762,63	31 299,01
Total IV	**189 248,11**	**31 299,01**
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	**-167 730,69**	**-7 655,29**
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	**-407 015,30**	**-159 764,89**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	26 740,25	21 849,88
Sur opérations en capital	38 641,67	35 043,79
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	11 450,23	18 053,50
Total V	**76 832,15**	**74 947,17**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	3 703,12	26 059,50
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-9 599,00	12 655,33
Total VI	**-5 895,88**	**38 714,83**
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	**82 728,03**	**36 232,34**
Impôts sur les bénéfices (VIII)	**1 801,00**	**2 848,00**
Total des produits (I+III+V)	**29 484 010,96**	**29 628 707,88**
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	**29 810 099,23**	**29 755 088,43**
EXCEDENT OU DEFICIT	**-326 088,27**	**-126 380,55**
dont résultat sous gestion controlée	*60 260,35*	*457 414,38*

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

1. Présentation de l'association

a) Objet social

L'objet social de l'association est défini dans les statuts de la manière suivante :

Juralliance a pour objet d'assurer un accompagnement individualisé ou une prise en charge adaptée aux personnes dépendantes, handicapées mentales ou psychiques, enfants ou jeunes adultes en difficultés sociales, familiales, scolaires ou professionnelles, accueillies dans les établissements et services qu'elle gère, afin de toujours maintenir la personne au cœur du dispositif.
Juralliance se donne également pour objectif de mettre en place une politique globale et cohérente de gestion et d'exploitation des établissements et services apportés par ses associations membres au regard des besoins des populations accueillies, des orientations politiques des associations membres et de l'environnement social et médico-social.
Juralliance assure également une mission politique et de représentation, de promotion et de défense de l'intérêt de ses associations membres par toutes actions d'information, de formation, de communication et d'intervention auprès des partenaires, et plus particulièrement envers les pouvoirs publics.
Juralliance pourra réaliser des prestations de services ou participer à des études de besoins, au profit de ses associations membres et autres associations du secteur social et médico-social

b) Nature et périmètre des activités ou mission sociales réalisées

L'Association Juralliance, association à but non lucratif gestionnaire d'établissements médico-sociaux, a été créée selon les statuts du 16 décembre 2014 sous le régime de la Loi du 1er juillet 1901.

Juralliance est une association d'associations. Chacune dispose d'une voix en Conseil d'Administration. Chaque association membre délègue trois administrateurs qui siègent en Conseil d'Administration.

Sept associations locales ancrées dans les territoires jurassiens sont aujourd'hui membres de l'Association Juralliance : l'Apei d'Arbois, l'Apei de Saint-Claude, l'Association Foyer Saint-Joseph (Lons-Le-Saunier), l'Association Franc-Comtoise Le Bonlieu (Dole), l'Association Chez Nous (Poligny), l'Association Accueil et Soleil (Mesnay). Depuis le 1er janvier 2016, l'association SPI de Dole a rejoint l'association Juralliance.

Juralliance gère dans le Jura 20 établissements et services pour 913 places autorisées avec 457 salariés pour accompagner 1 000 à 1 200 adultes et enfants.

Juralliance représente dans le Jura 30 % des places pour l'accompagnement des personnes handicapées et 60 % des mesures de protection administratives et judiciaires de l'enfance.

Juralliance est structuré par « secteurs » et « pôles » :

- Secteur « handicap adulte » avec le pôle « ESAT, Foyers, SAVS » et le pôle « hébergement spécialisé » (MAS, Foyer de vie et FAM) sur les territoires d'Arbois, de Dole et de Saint-Claude.
- Secteur « handicap enfance » avec le pôle IME-SESSAD à Saint-Claude et à Dole.
- Secteur protection de l'enfance avec 4 MECS à Mesnay, Poligny, Lons-le-Saunier et Saint-Claude et un Foyer Educatif à Lons-Le-Saunier. Un dispositif ASA/MNA a été développé en 2019.

L'Association Juralliance est présidé depuis le mois de juillet 2020 par Monsieur Alain Murcier.

Son siège social est situé 9 rue Chauvin, 39600 ARBOIS.

Face à la contraction des finances publiques, à la nécessaire organisation à mettre en place pour faire face à la concurrence croissante du secteur marchand et dans l'objectif de pouvoir investir pour se développer et pour répondre aux enjeux de pérennisation et de développement de leurs activités et services, les associations membres ont engagé une réflexion en vue d'adapter leurs organisations dans le contexte de mise en œuvre de convergence tarifaire et de rationalisation des moyens budgétaires, en vue de favoriser une coopération renforcée entre elles et une plus grande mutualisation.

C'est dans ces conditions que les sept associations ont formé le projet de mutualiser leurs moyens et leurs patrimoines, dans l'objectif d'élaborer et développer une démarche commune, ledit projet prenant la forme juridique d'un apport partiel d'actif.

2. PRINCIPES-REGLES ET METHODES COMPTABLES

a) Présentation des comptes

L'exercice clos le 31/12/2021 a une durée de 12 mois.

Les documents dénommés états financiers comprennent : le bilan, le compte de résultat et l'annexe

b) Généralités sur les règles comptables

Cadre légal de référence

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis et présentés conformément :

- Aux dispositions du code de commerce ;
- Aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général ;
- Aux dispositions spécifiques du règlement ANC n°2018-06, modifié par le règlement ANC n°2020-08.
- Aux dispositions spécifiques du règlement ANC n°2019-04, relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

c) Changement de méthode comptable

Aucun changement comptable n'est à constater cette année.

d) Faits significatifs

Crise sanitaire COVID

Les principaux impacts de la crise sanitaire et économique, sur le compte de résultat, sont une charge comptabilisée et non financée de 42 237€ pour l'achat de matériel et 7 597€ de prestations intérimaires.

L'année passée les charges suivantes avaient été constatées :

- Une charge pour prime Covid sur l'exercice, charge non financée en totalité .....421 919€
- Une charge pour achats de fourniture COVID, charge non financées en totalité.....154 879€
- Des crédits non reconductibles perçus de l'ARS pour couvrir les frais COVID.....363 872€
- La comptabilisation en produits constatés d'avance de CNR Covid perçus.....129 019€

Contrôle URSSAF

Au cours de l'année 2020, un contrôle URSSAF a été conduit. De ce contrôle sortent un certain nombre de redressements ayant comme conséquence la comptabilisation d'une provision de 175 280€.
Les sommes dues ont été payées au cours de l'année 2021 et la provision qui a été constatée en 2020 a été reprise.
Une procédure envers l'URSSAF a été ouverte.

Signature du CPOM ARS

Juralliance a contractualisé son second CPOM avec l'Agence régionale de Santé (ARS) au cours de l'année 2020 et reste dans une démarche de contractualisation avec le Conseil départemental du Jura. Ce second Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) couvre la période allant de 2018 à 2022.
Le principal enjeu de ce CPOM est de transformer notre offre sociale et médico-sociale afin d'apporter une réponse adaptée aux usagers.

La négociation est toujours en cours avec le Conseil Départemental.

Juralliance, malgré cette absence de contractualisation avec ses 2 tarificateurs, a déposé, à la demande de ces derniers, un EPRD (Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses) et déposera au titre des comptes 2020 un ERRD (Etat Réalisé des Recettes et des Dépenses).

Suractivité du pole protection de l'enfance 2018 et 2019

Nous avons dans les comptes arrêtés au 31/12/2021, une créance liée à la facturation émise par le pôle Protection de l'enfance (ASE) au cours des années 2018 et 2019 au titre de l'activité exceptionnelle réalisée. Cette activité a déclenché une facturation auprès du Conseil Départemental de 2 195 349€ , soit 1 092 658€ au titre de l'année 2018 et 1 102 691€ au titre de 2019. Ces deux factures ont fait l'objet en 2019 d'une dépréciation à 100%, faute d'un accord formel de paiement du Conseil Départemental. Cette créance est toujours présente dans les comptes en date du 31/12/2021.
Le Conseil d'administration de Juralliance a également formulé une alerte au Conseil Départemental afin de lui signifier la sous dotation initiale, notamment de la structure Prélude, qui met à ce jour les établissements en difficultés financières. Cet aspect est en cours de négociation dans le cadre du CPOM.

e) Evènements post-clôture

Néant

3. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

a) Actif

Tableau des immobilisations

Immobilisations	Immobilisations au 31 décembre 2020	Acquisitions 2021	Cessions 2021	Immobilisations au 31 Décembre 2021
Immobilisations incorporelles	**106 796**		**0**	**106 796**
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions et droits similaires, Brevets, lic., marques et procédés, droits et val. sim.	106 796			106 796
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Immobilisations corporelles	**11 133 667**	**493 551**	**6 967**	**11 620 252**
Terrains	556 162			556 162
Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure	33 946			33 946
Constructions	5 915 584	72 502		5 988 086
Installations, matériel et outillage techniques	1 307 157	142 097	6 967	1 442 287
Autres immobilisations corporelles	3 166 904	165 828		3 332 732
Immobilisations corporelles en cours	153 915	113 124		267 039
Immobilisations financières	**2 598 868**	**294**	**23 179**	**2 575 983**
Participations	1 831 650			1 831 650
Créances rattachées à des participations	509 175			509 175
Autres titres immobilisés	2 289			2 289
Prêts	29 134		21 854	7 280
Autres immobilisations financières	226 619	294	1 325	225 588
TOTAL IMMOBILISATION	**13 839 331**	**493 845**	**30 145**	**14 303 031**

Les immobilisations en cours sont composées principalement du projet informatique (Transformation Digitale de l'Offre et notamment par la mise en place du Dossier informatisé de l'usager) pour un montant de 203 309€.

Evaluation

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Tableau des amortissements

Amortissements	Amortissements et dépréc. au 31/12/2020	Dotations 2021	Diminutions 2021	Amortissements et dépréc. au 31/12/2021
Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles	**82 642**	**8 731**	**0**	**91 372**
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et val. sim.	82 642	8 731		91 372
Fonds commercial (établissements privés)				
- dont droit au bail				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles	**5 182 319**	**792 313**	**6 967**	**5 967 665**
Terrains	8 108	1 873		9 981
Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure	11 198	2 941		14 139
Constructions sur sol propre	1 569 355	248 784		1 818 139
Constructions sur sol d'autrui	717 409	121 894		839 303
Installations, matériel et outillage techniques	849 578	108 934	6 967	951 545
Autres immobilisations corporelles	2 026 671	307 887		2 334 558
Immobilisations corporelles en cours				
Dépréciations des immobilisations financières		**129 485**		**129 485**
Participations et créances rattachées à des participations		129 485		129 485
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
TOTAL AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	**5 264 961**	**930 529**	**6 967**	**6 188 523**

Méthode d'amortissement

Amortissements	Mode d'amortissement	Durée
Amortissements des immobilisations incorporelles		
2801 Frais d'établissement 2803 Frais de recherche et de développement 2805 Concessions et droits similaires, Brevets, lic., marques et procédés 2806 Droit au bail 2808 Autres immobilisations incorporelles	Linéaire	1 an à 3 ans
Amortissements des immobilisations corporelles		
2811 Terrains		
2812 Agencements et aménagements des terrains		
2813 Constructions sur sol propre		
2814 Constructions sur sol d'autrui	Linéaire	De 10 à 50 ans
2815 Installations, matériel et outillage techniques	Linéaire	De 4 à 10 ans
28181 Agencements, Installations	Linéaire	De 5 à 20 ans
28182 Matériel de transport	Linéaire	De 1 à 6 ans
28182 Matériel de bureau et informatique	Linéaire	De 3 à 10 ans
28184 Mobilier	Linéaire	De 5 à 10 ans

Dépréciation

Les pertes constatées de notre filiale Alliance Pro EA nous a conduit à comptabiliser une provision pour dépréciation des titres et du compte courant constaté pour un montant global de 162 373€.

Crédit-bail

Néant

Immobilisations financières

Immobilisations	Immobilisations au 31 décembre 2020	Acquisitions 2021	Cessions 2021	Immobilisations au 31 Décembre 2021
Immobilisations financières	**2 598 868**	**294**	**23 179**	**2 575 983**
Participations	1 831 650			1 831 650
Créances rattachées à des participations	509 175			509 175
Autres titres immobilisés	2 289			2 289
Prêts	29 134		21 854	7 280
Autres immobilisations financières	226 619	294	1 325	225 588

En mars 2020, notre Association a versé 200 000€ au capital de sa filiale ALLIANCE PRO EA, société à capital variable. Cette filiale est une entreprise adaptée avec pour objet une cuisine centrale. Son activité a débuté en octobre 2020.

TABLEAU DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS

	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenue (en pourcentage)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
A. Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations.										
1. Filiales (+ de 50 % du capital détenu par la société).	1 404 700	-196 683		1 378 200	1 248 715	36 683	0	135 176	-47 491	0
SCICalliance	1 205 300	-229 840	99%	1 178 200	1 178 200	2 142	0	148 854	-5 952	
SCIC Alliance Pro EA	200 400	-14 334	99%	200 000	70 515	34 522	0	293 300	-115 152	0
2. Participations (10 à 50 % du capital détenu par la société).	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations.										
1. Filiales non reprises au § A.										
a. Filiales françaises (ensemble)				0	0	0	0			0
b. Filiales étrangères (ensemble)				0	0	0	0			0
2. Participations non reprises au § A.										
a. Dans des sociétés françaises (ensemble)				0	0	0	0			0
b. Dans des sociétés étrangères (ensemble)				0	0	0	0			0

Stocks

La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.
La valeur du stock est déterminée selon la méthode FIFO.
Les produits fabriqués sont valorisés au coût standard de production comprenant les consommations, les charges indirectes et directes de production.

Créances

Libellé	Montant brut 31/12/2021	Échéance à moins d'un an	Échéance à plus d'un an
CREANCES			
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations(25-26)	509 175		509 175
Prêts (274)	7 280		7 280
Autres immobilisations financières (271à 273)	2 289		2 289
Créances de l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés (411 à 418)	4 080 165	1 813 673	2 266 492
Personnel et comptes rattachés (421)	1 950	1 950	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux (43)	145 274	145 274	
Etat et autres collectivités publiques (44)	136 319	136 319	
Autres	1 822 619	1 789 732	32887
Charges constatées d'avance (486)	59 184	59 184	
TOTAL CREANCES	**6 764 255**	**3 946 132**	**2 818 123**

Un montant de 491 391,03 € porté en "Autres créances" correspond à la trésorerie des établissements non encore transférées sur les nouveaux comptes Juralliance

Produits à recevoir :

Libellé	Montant brut 31/12/2021
Clients	2 750
Organismes sociaux	145 215
Débiteurs créditeurs divers	1 042 630
Intérêts à recevoir	

Il s'agit principalement des DGF à recevoir du Conseil Départemental du Jura, des aides à recevoir sur les contrats aidés et les subventions (FSE et Région) et aides rattachées à la formation.

Charges constatées d'avance et charges à répartir :

Libellé	Montant brut 31/12/2021
Charges constatées d'avance - exploitation	59 184
Charges à répartir	0

Information sur les placements de trésorerie

Dans le cadre d'une gestion centralisée de trésorerie, faisant l'objet d'une convention de fusion de tous les comptes bancaires détenus auprès de la BANQUE POPULAIRE, des placements sont effectués par la banque en valeurs mobilières de placement.
Un compte "reflet" est ainsi ouvert, fonctionnant en débit, pour l'acquisition d'une partie des valeurs mobilières.

Les valeurs sont constituées pour l'essentiel de Certificats de Dépôt Négociables pour 3.405 M€ ainsi que par des obligations souscrites sur 2018 pour 500 k€.

b) Passif

Tableau de variation des fonds propres

	Bilan 2020 compilé	Bilan 2020 consolidé	Affectations comptables 2021	Bilan 2021 compilé	Corrections consolidation 2021	Bilan 2021 consolidé
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS						
Fonds propres sans droit de reprise	**3 291 406,93**	**3 291 406,93**		**3 291 406,93**	-	**3 291 406,93**
dont fonds propres statutaires	*147 158,61*	*147 158,61*		*147 158,61*		*147 158,61*
dont fonds propres complémentaires	*3 144 248,32*	*3 144 248,32*		*3 144 248,32*		*3 144 248,32*
				-		
Réserves	**10 971 131,17**	**11 001 831,90**	**1 106 967,91**	*12 078 099,08*	-	**12 078 099,08**
dont réserves pour projet de l'entité	*10 790 414,19*	*10 821 114,93*	*1 106 967,91*	*11 897 382,10*		*11 897 382,10*
dont autres réserves	*180 716,98*	*180 716,98*		*180 716,98*		*180 716,98*
dont sous gestion propre		*7 042 235,13*	*468 421,93*			*7 510 657,06*
Report à nouveau	**- 795 973,89**	**- 2 021 262,71**	**- 886 840,97**	**- 1 682 814,86**	**- 1 295 573,42**	**- 2 978 388,28**
dont sous gestion propre		*307 210,83*	*- 71 808,82*			*235 402,01*
Résultat		**- 126 380,55**				**- 326 088,27**
dont sous gestion propre		*457 414,38*	*- 397 154,03*			*60 260,35*
				-		
Situation nette	***13 466 564,21***	***12 145 595,57***	***220 126,94***	***13 686 691,15***	***- 1 295 573,42***	***12 065 029,46***
Subventions d'investissement	**303 841,16**	**303 841,16**	**- 55 220,95**	**248 620,21**		**248 620,21**
Provisions réglementées	**573 625,07**	**572 425,07**	**763,50**	**574 388,57**	-	**574 388,57**
FONDS ASSOCIATIFS-Total 1	**14 344 030,44**	**13 021 861,80**	**165 669,49**	**14 509 699,93**	**- 1 295 573,42**	**12 888 038,24**
FOND REPORTES ET DEDIES						
Fonds dédiés	*1 543 168,08*	*925 274,07*	*614 224,15*	*2 157 392,23*	*- 673 902,49*	*1 483 489,74*
FONDS REPORTES ET DEDIES - Total III	**1 543 168,08**	**925 274,07**	**614 224,15**	**2 157 392,23**	**- 673 902,49**	**1 483 489,74**
PROVISIONS						
Provisions pour risques et charges	*927 582,04*	*2 487 975,84*	*151 241,45*	*1 078 823,49*	*1 414 876,91*	*2 493 700,40*
PROVISIONS - Total IV	**927 582,04**	**2 487 975,84**	**151 241,45**	**1 078 823,49**	**1 414 876,91**	**2 493 700,40**
TOTAL	**16 814 780,56**	**16 435 111,71**	**931 135,09**	**17 745 915,65**		**16 865 228,38**

Subventions d'équipement

Les subventions d'équipement sont amortie au même rythme que les investissements pour lesquels elles ont été versées.

Tableau des provisions pour risques et charges et fonds dédiés

Prov., dép., fds déd. et rés. compens.	Montants 2020	Dotations de l'Exercice 2021	Reprises de l'Exercice 2021	Montants 2021
Provisions pour Risques et Charges				
151 - Provisions pour Risques	**0,00**	**15 048,08**	**0,00**	**15 048,08**
15110000 PROVISION POUR LITIGES	0,00	15 048,08	0,00	15 048,08
15181000 PROVIS.3 MOIS SALAIRES	0,00	0,00	0,00	0,00
15188000 AUT.PROV.RISQUES DIV.	0,00	0,00	0,00	0,00
152 - Provisions pour charges sur legs ou donations (ESSMS privés)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
153 - Provisions pour pensions et obligations similaires (ESSMS privés)	**2 202 244,96**	**0,00**	**6 574,93**	**2 195 670,03**
15320000 PROVISION RETRAITE	2 202 244,96	0,00	6 574,93	2 195 670,03
154 - Provisions pour restructurations (ESSMS privés)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
155 - Provisions pour impôts (ESSMS privés)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
156 - Provisions pour renouvellement des immobilisations (ESSMS privés)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
157 - Provisions pour Charges à Répartir sur Plusieurs Exercices	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
15751000 PROV.TRAV.MISE CONFORMITE	0,00	0,00	0,00	0,00
158 - Autres Provisions pour Charges	**285 730,88**	**171 913,19**	**174 661,78**	**282 982,29**
15880000 PROVISIONS	285 730,88	171 913,19	174 661,78	282 982,29
Fonds Dédiés				
191 - Fonds reportés liés aux legs ou donations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
192 - Fonds dédiés sur concours publics des entités gestionnaires d'ESSMS	**527 497,89**	**0,00**	**21 616,08**	**505 881,81**
19210000 FONDS DEDIES A L'INVESTISSEMENT	498 960,65	0,00	16 602,35	482 358,30
19210001 FONDS DEDIES A L'INVEST AFFECTES	28 537,24	0,00	5 013,73	23 523,51
194 - Sur Subventions de Fonctionnement	**397 776,18**	**579 831,75**	**0,00**	**977 607,93**
19400000 FDS DEDIES FONCTIONNEMT	397 776,18	398 209,63		795 985,81
19420000 FONDS DEDIES CRETON	0,00	181 622,12	0,00	181 622,12
195 - Sur Dons Manuels Affectés	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
196 - Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL	**3 413 249,91**	**766 793,02**	**202 852,79**	**3 977 190,14**

Indemnités de départ en retraite

Les engagements au titre des indemnités de départ à la retraite ont été estimés en tenant compte des dispositions de la Convention Collective.

Pour les salariés dont le départ à la retraite est prévu d'ici 5 ans, les indemnités à verser sont financées par les tarificateurs et sont comptabilisées dans les comptes administratifs.

La provision comptabilisée dans les comptes administratifs correspond à un accord avec les tarificateurs. Dans les comptes annuels, cette provision est extournée et est remplacée par une provision dont la méthode de calcul est conforme aux règlements ANC appliqués.

Pour les autres salariés, les droits virtuels de chaque salarié sont calculés en appliquant à son salaire mensuel le coefficient correspondant au nombre de mois de salaire auquel il aura droit lors de son départ en retraite (supposé intervenir à l'âge de 62 ans), en affectant ce résultat d'un coefficient de probabilité de présence dans le poste lors du départ en retraite, et d'un coefficient issu du rapport ancienneté acquise/ancienneté lors du départ en retraite dont les données sont les suivantes :

- Taux d'évolution des salaires : 0.75 %
- Taux de charges sociales : 50 %
- Taux d'actualisation : 0.98%

Le montant de l'engagement s'élève à 2 195 670 € au 31/12/2021.

La variation de cette provision par rapport à l'année passée s'explique de la manière suivante :

- Hausse du taux d'actualisation qui a une incidence baissière sur la provision : - 150 K€
- Vieillissement des salariés : +195 K€
- Plusieurs départs constatés en 2021 : -90 K€
- mais également les augmentations de salaires et les entrées de personnel

Etat des dettes

DETTES	Montant brut 31/12/2021	Échéance à moins d'un an	Échéance à plus d'un an et moins de 5 ans	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (161)				
Autres emprunts obligataires (163)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits (164 ...)	2 490 212	1 572 473	390 837	526 902
Emprunts et dettes financières divers (165,...-17)	61 493	15 783	45 410	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (401,403,408)	1 014 590	1 014 590		
Personnel et comptes rattachés (421,)	1 223 082	1 223 082		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux (43 sauf)	1 708 147	1 708 147		
Etat et autres collectivités publiques (44 sauf)	46 702	46 702		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés (269,279,404,405)	938	938		
Autres dettes (solde crediteur 409, 41, 45, 46, ...)	430 576	430 576		
Produits constatés d'avance (487)	564 000	564 000		
TOTAL DETTES	**7 539 741**	**6 576 292**	**436 247**	**526 902**

Charges à payer

Libellés	Montant brut 31/12/2021
-Factures non parvenues	80 850
-Personnel	1 136 036
-Organismes sociaux	484 344
-Etat	0
-Divers	14 556

Produits constatés d'avance

-Produits trop perçus	564 000€

Il s'agit des amendements Creton versés par le Conseil Départemental au titre de 2020 qui seront déduit de la dotation globale de financement versée par l'Agence Régionale de Santé en 2022.

4. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

a) Tableau de passage résultat aggloméré au résultat consolidé

Résultat comptable des comptes administratifs	**- 843 952**
Neutralisation des provisions non justifiées selon les règles comptables	426 823
Dotation de provision pour indemnités de départ en retraite	74 422
Autres retraitements	16 618
Résultat comptable	**- 326 089**

b) Produits d'exploitation

PRODUITS	Exercice 2021	Exercice 2020
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens	359 698	305 140
Ventes de prestations de services	2 208 127	1 852 331
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	23 868 100	23 922 948
dont financement Conseil Départemental	*13 287 688*	*13 324 236*
dont financement ARS	*10 399 372*	*10 352 504*
dont autres	*181 040*	*246 208*
Ressources liées à la générosité du public	40 443	352 920
dont complément aide au poste	*40 443*	*352 920*
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	378 970	371 640
Utilisations des fonds dédiés	39 129	222 720
Autres produits	2 491 195	2 502 419
dont aide au poste ESAT	*2 429 577*	*2 442 525*
Total Produits d'exploitation	**29 385 661**	**29 530 117**
PRODUITS FINANCIERS		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	164	328
Autres intérêts et produits assimilés	21 354	23 316
Total Produits financiers	**21 517**	**23 644**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	26 740	21 850
Sur opérations en capital	38 642	35 044
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	11 450	18 054
Total Produits exceptionnels	**76 832**	**74 947**
TOTAL	**29 484 011**	**29 628 708**

c) Ventilation de l'effectif moyen au 31/12/2021

En ETP contractuel	Effectif moyen au 31/12/2021
Effectif cadre	48
Effectif non cadre	436
Effectif total	484

d) Résultats administratifs et résultats comptables

en euros	Résultat comptable	Provisions refusées par les Tarificateurs et résultats antérieurs	Provision pour congés payés	Reprise sur réserves d'investissement	Dotation à la réserve d'investissement	Report à nouveau excédentaire	Report à nouveau déficitaire	Autres réserves
Vie ASSOCIATIVE	- 86 232,42						- 86 232,42	
SIEGE ADMINISTRATIF	267 100,36						267 100,36	
SYSTÈME D'INFORMATION	156 392,81						156 392,81	
ATELIERS BIEN VIEILLIR	-							
FSE GEPP	- 24 204,00						- 24 204,00	
FSE FORMATION	-							
Total Siège :	*399 289,17*	-	-	-	-	-	*399 289,17*	-
ESAT PRODUCTION ARBOIS	197 626,40				197 626,40			
CUISINE CENTRALE ARBOIS	- 11 367,73						- 11 367,73	
ESAT PRODUCTION CRAMANS	119 099,77				119 099,77			
ESAT PRODUCTION ST CLAUDE	- 162 736,67						- 162 736,67	
FOYER DES FOUGERES	- 77 319,78		- 1 122,00				- 76 197,78	
FOYER DES GLYCINES	54 680,12	- 1 352,66	3 191,00		52 841,76			
ESAT AS ARBOIS	- 23 632,21		- 60,77				- 23 571,44	
SAVS ARBOIS	32 005,32		3 700,00		28 305,32			
SAVS DOLE	- 4 094,06		- 4 838,00			743,94		
RESIDENCE DU PARC	- 20 192,43		- 10 910,00	- 9 381,98	99,55			
ESAT AS ST CLAUDE	- 23 401,35		- 11,00	- 3 645,97			- 19 744,38	
SAVS ST CLAUDE	10 789,50		- 3 704,00		14 493,50			
MAS LES POMMIERS	- 48 502,64		4 663,60	- 19 267,48			- 33 898,76	
MAISON DES PARCOURS	- 74,45		- 1 708,32			1 633,87		
Total MAS:	*- 48 577,09*	-	*2 955,28*	*- 19 267,48*	-	*1 633,87*	*- 33 898,76*	-
FAM SOINS	- 35 052,23		100,83				- 35 153,06	
FAM HEBERGEMENT	- 49 496,78	- 373,89	4 255,42	- 4 973,01			- 48 405,30	
FOYER DE VIE HORIZON	- 16 134,55		16 316,56				- 32 451,11	
IME LE BONLIEU	115 079,00		- 9 608,30	- 20 307,67	152 476,67			- 7 481,70
SESSAD LE BONLIEU	- 44 230,59		- 1 217,68			- 31 448,46	- 11 564,45	
IME ST CLAUDE	- 331 479,04		986,16				- 95 126,20	- 237 339,00
SESSAD ST CLAUDE	- 25 228,52		45,26				- 25 273,78	
CHAMPANDRE	- 182 203,22		2 789,96				- 184 993,18	
FOYER ST JOSEPH	- 378 046,32		6 216,95				- 384 263,27	
Total Foyer St Joseph :	*- 560 249,54*	-	*9 006,91*	-	-	-	*- 569 256,45*	-
CAP VIE	- 39 890,04		6 017,71				- 45 907,75	
MECS ACCUEIL ET SOLEIL	- 118 777,20		3 675,01				- 122 452,21	
MECS CHEZ NOUS	- 94 428,03		- 6 294,48				- 88 133,55	
TOTAL	**- 843 950,98**	**- 1 726,55**	**12 483,91**	**- 57 576,11**	**564 942,97**	**- 29 070,65**	**- 1 088 183,87**	**- 244 820,70**

5. AUTRES INFORMATIONS

a) Engagements donnés

Libellés	Montant
Effets escomptes non échus	
Avals et cautions	
Nantissements	755 000
Autres engagements	130 000
TOTAL	885 000

b) Bénévolat

Le bénévolat en 2021 est estimé à 1 891.50heures et est valorisé à 26 991€